

# Nouveaux COMP et enseignement supérieur privé : toutes voiles dehors !

Le démantèlement de l'enseignement supérieur public, engagé depuis plusieurs années, s'accélère, avec une place de plus en plus importante offerte aux formations privées lucratives, dont le gain de bénéfice est la seule finalité.

Par ANNE ROGER, cosecrétaire générale

Le projet du gouvernement et du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est clair : réduire le service public de l'enseignement supérieur au strict minimum et ouvrir encore les vannes de l'enseignement privé. Ainsi, le 13 mai, Philippe Baptiste annonçait la mise en place d'un nouvel agrément pour les formations privées et dans le même temps sa vision de l'ESR.

En effet, le ministère conçoit un seul service de l'enseignement supérieur d'intérêt général, avec des opérateurs publics (les universités et les écoles ou les classes préparatoires des lycées) et privés (qui concourent également à ce service public, « en développant des formations de qualité »). Ainsi place-t-il tous les acteurs de l'enseignement supérieur au même niveau. Or, outre que le service public a vocation à être accessible à toutes et à tous, et pour cela est pleinement financé par l'État à travers les impôts, les universités ont un rôle et des missions différentes des autres « opérateurs ». Elles concourent à la création et à la diffusion des connaissances avec un lien fort entre les deux missions de formation et de recherche, incarné par les enseignants-chercheurs. Dans le modèle envisagé, le seul objectif affiché est l'insertion professionnelle. Il n'est jamais question de diplômes, mais uniquement de formations. Déjà les compétences et les certifications pointent-elles leur nez comme solde de toute validation.

### ORGANISATION TERRITORIALE

Par ailleurs, les discussions en cours sur les nouveaux contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) portant sur l'ensemble de la subvention de charges pour service public (SCSP), conclus avec les établissements, l'État et les territoires, laissent entrevoir une organisation territoriale de l'enseignement supérieur avec des sites universitaires de recherche dans les grandes métropoles et des « campus » connectés ou des collèges universitaires dans les villes moyennes pour le niveau licence. Ce que nous dénonçons de longue date, à savoir la mise en place d'un enseignement supérieur à plusieurs vitesses associé à une secondarisation du premier cycle, est en train de se réaliser



© Alexas Fotos/Pixabay

Au lieu de financer les services publics, dont celui de l'ESR, les impôts enrichissent des groupes ou des sociétés privés.

à bas bruit sous nos yeux, et qui plus est, avec un financement public et la reconnaissance par le ministère des établissements privés lucratives. Il manque encore quelques pièces au puzzle, dont la libéralisation des droits d'inscription dans l'ESR public qu'accompagneront des prêts bancaires ou des bourses aux étudiants les plus démunis. Cette pièce ne devrait pas tarder à venir compléter le tableau quand on voit le zèle que déploient les universités pour appliquer les droits différenciés pour les étudiants étrangers hors Union européenne.

### CAPITALISME LIBÉRAL

Ainsi, malgré les scandales de Galileo\* et autres groupes du même acabit, le cap reste le même : développer les formations privées au détriment des diplômes publics délivrés par les universités. Contrairement à ce que dit le gouvernement, les finances publiques sont suffisantes pour supporter le coût de développement de l'ESR public et, au-delà, les services publics. Les choix qui sont faits et assumés sont des choix idéologiques et politiques. Nul bon sens paysan ou pragmatisme dans tout cela, juste le capitalisme libéral dans toute ses dimensions. Le SNESUP-FSU dénonce le dévoiement des impôts qui, au lieu de financer justement les services publics, dont celui de l'ESR, enrichissent des groupes ou des sociétés privés dont le gain de bénéfice est la seule finalité. Il manque aujourd'hui 8 milliards d'euros pour l'ESR public. Le SNESUP-FSU réitère l'exigence d'un budget à la hauteur des défis qui se présentent à nous. ■

Les choix qui sont faits et assumés sont des choix idéologiques et politiques.

\* Lire p. 26-27 l'entretien avec Claire Marchal, autrice d'un ouvrage, *Le Cube. Révélation sur les dérives de l'enseignement supérieur privé*, sur le scandale autour de Galileo Global Education.